



COMMUNE MIXTE LOVERESSE

Règlement communal concernant la participation communale aux frais d'inhumation

La Commune Mixte de Loveresse,
Vu la loi cantonale sur la police du 8 juin 1997,
Vu la loi cantonale sur la santé publique du 2 décembre 1984,
Edicte les dispositions suivantes :

- Généralités**
- Art. 1
¹ Les frais d'inhumation sont une affaire privée à charge des familles du défunt.
² La commune n'intervient qu'à titre subsidiaire, et sur demande écrite, dans un éventuel processus de recouvrement des coûts d'inhumation.
- Conditions**
- Art. 2
¹ Les frais d'inhumation sont pris en charge par la commune du dernier domicile légal du défunt aux conditions suivantes :
- a) La prise en charge des frais d'inhumation place les héritiers dans une situation financière difficile.
 - b) La succession est répudiée par les héritiers et ceux-ci présentent une demande argumentée à la commune d'assumer les frais d'inhumation.
- ² Les documents attestant de l'insolvabilité du défunt ou des héritiers devront être remis à la commune.
- Tarifs :**
- A. Principe**
- Art. 3
¹ En principe, l'ensemble des frais d'inhumation sont limités à un plafond de 3'000.- CHF.
- ² Le tarif comprend :
- a) La fourniture d'un simple cercueil ;
 - b) La mise en bière ;
 - c) Le transport du lieu de décès jusqu'à la morgue ;
 - d) La conservation du corps dans une chambre mortuaire ;
 - e) Le convoi funèbre au cimetière ;
 - f) Le jeu d'orgue lors de la cérémonie funèbre ;
 - g) L'inhumation dans une tombe en rangée ;
 - h) Une simple croix en bois ;
 - i) Les dépenses administratives inévitables ;

³ Il ne peut être fait valoir d'autres prétentions lors d'inhumations gratuites.

Art. 4
B. Autres frais
Outre les frais mentionnés à l'article 3, la commune assume les frais de creusage de la tombe, respectivement d'ensevelissement et tous autres frais qu'elle aura préalablement consentis.

Art. 5
C. Circonstances exceptionnelles du décès
¹ Lorsque le décès a lieu dans des circonstances exceptionnelles, le service des pompes funèbres doit en aviser le Conseil communal du dernier domicile légal du défunt.
² Après justifications du service des pompes funèbres, l'autorité compétente statue par voie de décision sur l'excédent des frais.

Art. 6
D. Incinération
¹ Lorsque, pour des motifs d'ordre religieux ou lorsque le défunt en a expressément fait la demande, le Conseil communal statue sur la demande d'incinération.
² Il rend une décision relative aux frais supplémentaires. Ces derniers comprennent :
a) Le transport du corps jusqu'au crematorium ;
b) Les frais de crémation.

Art. 7
E. Autres cas
En accord avec les services de pompes funèbres, les communes peuvent décider d'autres circonstances particulières qui occasionnent des frais excédant le tarif fixé.

Art. 8
Entrée en vigueur
Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

Ainsi délibéré et arrêté par l'assemblée communale du 14 décembre 2015.

Le Président :



La Secrétaire:



Certificat de dépôt public

Le présent règlement a été déposé publiquement au secrétariat communal du 11 novembre 2015 au 12 décembre 2015. Le dépôt public a été publié dans le n° 41 du mercredi 11 novembre 2015 de la Feuille officielle d'avis du district de Moutier.

Lieu et date:

Loveresse, le 5 janvier 2016

La secrétaire:



.....